

Mohamed Ben Lamma

Docteur en Sciences politiques, ancien Doyen
de la faculté d'Économie et de Science politique de
l'Université Zaytouna (Libye)

Face au chaos libyen, l'Europe se cherche encore

Pendant six années, après la mort du Colonel Mouammar Kadhafi, le cheminement de la Libye aura été malaisé. La guerre civile est liée à l'échec de l'État post-Kadhafi et à son incapacité à établir une autorité effective ou à réduire de profondes divergences sur une structure politique et sécuritaire. Cette caractéristique s'est encore aggravée depuis l'été 2014. Malgré le cercle vertueux que l'accord de Skhirat 2015 avait pu dessiner, certains acteurs se satisfont d'un *statu quo* qui leur permet de préserver leur part d'influence politique et économique ; ils sont bien décidés à le faire échouer. Sans oublier l'implication de puissances régionales rivales dans le conflit.

La Libye était, et demeure, une région importante pour l'Europe du fait de sa proximité géographique et de sa position stratégique : celle d'une véritable porte de

l'Afrique. La traversée de la mer par un flux migratoire de clandestins vers l'Italie est devenue un problème de plus en plus inextricable pour l'Europe et la montée du courant migratoire s'est accompagnée d'une augmentation conséquente des tensions entre les pays de l'Union européenne pour la gestion de l'accueil des migrants. Le plaidoyer italien pour un partage plus important du fardeau avec d'autres pays de l'UE n'a pas été entendu jusqu'à présent. Par ailleurs, les capitales occidentales s'inquiètent sérieusement de l'impact potentiel d'une nouvelle crise des réfugiés sur la sécurité en Europe. Malgré l'urgence de trouver un règlement à la migration illégale et au terrorisme débordant à partir de la Libye, on n'a toujours pas élaboré de stratégie complète et cohérente pour atteindre ses objectifs.

L'onde de choc libyenne sur l'Europe

Il y a une relation directe, de cause à effet. Plus on intervient dans des situations qu'on ne connaît pas bien ou qu'on ne maîtrise pas suffisamment, plus le risque d'ajouter du désordre au désordre est grand. C'est ce qui s'est passé avec la Libye et l'intervention militaire de 2011. La question fondamentale est de comprendre pourquoi l'Europe n'utilise pas tout le poids de son appareil diplomatique et économique pour résoudre cette crise après avoir provoqué la guerre en 2011¹. La réalité est que la mobilisation de l'Europe en faveur du règlement du conflit libyen n'est pas à la hauteur des enjeux. Dans la gestion de la crise libyenne, l'Europe a considéré la guerre civile comme un conflit secondaire ; grave erreur stratégique. Pour l'Europe, la Libye présente de nombreux intérêts : elle constitue d'abord un fournisseur d'énergie au moment où la sécurisation et la diversification des approvisionnements en gaz et en pétrole, donc une question hautement stratégique ; elle peut ensuite constituer un élément de la politique méditerranéenne de l'Union ; elle peut enfin participer à la lutte contre l'immigration clandestine en provenance d'Afrique subsaharienne. Il importe de rappeler que le défaut majeur des politiques post-Kadhafi tient à l'absence de volonté de *nation-building*², due elle-même à l'attention insuffisante prêtée au renforcement des institutions post-conflit.

La chute du régime Kadhafi, amplifiée par la recomposition saharo-sahélienne, a créé une nouvelle définition géopolitique régionale. L'effondrement du régime de Tripoli était surtout un facteur déstabilisant pour un Sahel confronté à la disparition d'un acteur important car son influence dans la région était considérable. Son absence permettra une redistribution des cartes dans un environnement incertain. L'espace saharo-sahélien s'est ouvert à toutes les influences possibles dont celle des immigrations illégales³. Le rôle de sas que la Libye jouait pour les migrations venues du Sahara a également disparu. L'effet final a été un retour de plus en plus évident, de la part de l'Italie et de l'Union européenne,

1. Kader Abderrahim, « Libye et crise migratoire : on ne peut pas provoquer la guerre et s'étonner ensuite du désordre », *Analyse de IRIS*, 15 août 2015.

2. Karim Mezran et al., « Une dernière chance pour la Libye », *Outre-Terre* 2015/3, n° 44, pp. 119-127.

3. Ben Lamma Mohamed, « Immuable et changeante : la géopolitique libyenne de l'après Kadhafi », *Revue Maghreb Machrek*, n° 214, hiver 2012.

aux politiques de contrôle de l'immigration à travers la Méditerranée et la Libye. Les passages clandestins de main-d'œuvre vers la Libye sont organisés par des réseaux de passeurs-trafiquants qui en ont fait une affaire très lucrative. La plupart des départs ont lieu depuis l'ouest du pays, à destination de l'Italie située à seulement 300 kilomètres. En outre, le Sud de la Libye où se sont réfugiés plusieurs éléments terroristes ayant précédemment occupé le Nord du Mali, est également suspecté d'abriter des camps d'entraînement. Le trafic des clandestins, qui monnaient leur place sur un esquif de fortune entre 2 500 et 15 000 euros, permet à l'organisation terroriste de continuer de s'approvisionner en armes et de s'entraîner dans des camps, malgré ses défaites territoriales. L'opération de Manchester revendiquée par l'État islamique en Libye a commencé à montrer que cette organisation avait des aspirations plus importantes pour des attaques en Europe. Si tel est le cas, cela réitère les dangers de la formation étrangère à l'étranger. Par ailleurs, la guerre actuelle contre l'État islamique en Syrie et en Irak augmente vraisemblablement le risque de voir se reproduire et se prolonger le drame irakien au cœur du Maghreb. Celui-ci pourrait devenir un nouveau sanctuaire pour les radicaux. A la clé : la déstabilisation durable de l'entité maghrébo-sahélienne et des pays européens.

La feuille de route de La Celle-Saint-Cloud : un papier mouillé ?

La réunion de la Celle-Saint-Cloud organisée par le président Emmanuel Macron montre que la Libye est une des préoccupations majeures du président français. Il entend combler le vide laissé par ses prédécesseurs « Sarkozy et Hollande ». Le Quai d'Orsay a multiplié les efforts pour obtenir d'Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne, et de Faïez Sarraj, qu'ils se voient à Paris et qu'ils s'entendent sur une feuille de route indispensable pour avancer et espérer une stabilisation de la Libye. Elle prévoyait la tenue d'élections (présidentielle et législatives), l'accord sur un cessez-le-feu et la poursuite de la guerre contre les groupes djihadistes. Dans un entretien donné au *Figaro*, à la fin du mois de juin, Emmanuel Macron a déclaré que la France « *avait eu tort de faire la guerre de cette manière en Libye* », faisant référence à l'intervention occidentale contre le colonel Kadhafi en 2011, à l'instigation de Nicolas Sarkozy.

La feuille de route de La Celle-Saint-Cloud s'inscrit dans la stratégie sahélo-saharienne de la France, qui veut garder un rôle de leader dans la région, où le sud de la Libye occupe une place importante. Le nouveau président français a fait du dossier libyen une de ses priorités ; il a avalisé la ligne « pragmatique » du chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian, ancien ministre de la Défense. Celui-ci prend en compte la réalité du terrain, et considère le maréchal Haftar comme le principal rempart à la menace djihadiste. « *La médiation libyenne est pragmatique. Elle tient compte des réalités du terrain et des rapports de force qui prévalent* » dit Jean-Yves Le Drian. La France pousse à l'autoproclamation du maréchal Haftar comme homme fort de l'Est libyen depuis la mi-2016, à la tête de l'armée libyenne. La mort de trois militaires français il y a un an avait d'ailleurs révélé l'engagement de Paris à ses côtés. A cet égard, Haftar, à qui il manquait jusqu'à présent une forme de reconnaissance internationale, apparaît comme le grand gagnant de la Celle-Saint-Cloud. Pour la France, il est naïf de croire qu'il puisse y avoir un accord durable en Libye sans Haftar lequel est soutenu par l'Égypte et les Émirats Arabes Unis. Par ailleurs Emmanuel Macron avait lancé l'idée de centres d'enregistrement basés dans le sud libyen pour filtrer les migrants en amont. Une idée difficilement réalisable sur un territoire aussi vaste (2 000 km de frontière avec l'Algérie, le Niger, le Tchad, le Soudan et l'Égypte) et soumise continuellement aux tensions ethniques entre Arabes, Toubous et Touaregs, qui se partagent le pouvoir dans une zone où l'État est quasi absent.

Par contre, l'initiative française fait grincer les dents du côté de l'Italie, ancienne puissance coloniale en Libye et aujourd'hui en première ligne face aux migrants qui débarquent chaque jour par centaines depuis les côtes libyennes. Les tensions sont apparues dans les relations diplomatiques entre la France et le gouvernement de Paolo Gentiloni. Elles sont dues à la réponse de Macron aux appels italiens pour une plus grande aide européenne aux migrants principalement sub-sahariens traversant la Méditerranée en nombre record et à son intervention diplomatique largement non coordonnée cette semaine vers une Libye en crise. Le ministre italien des Affaires étrangères, Angelino Alfano, s'est inquiété, dans *La Stampa*, de la multiplication des médiateurs et des initiatives, appelant « à unifier les efforts » autour de l'émissaire de l'ONU. La seconde raison fondamentale pour

comprendre le bras de fer entre Paris et Rome, réside dans le fait que Paris a également méprisé une proposition italienne pour une mission militaire de l'UE destinée à surveiller et à interdire les migrations le long de la frontière sud de la Libye. Les Italiens se demandent pourquoi une grande mission militaire française au Niger n'est pas utilisée pour perturber le trafic de migrants alors qu'elle se trouve juste sur la voie principale utilisée par les passeurs et les demandeurs d'asile qui se déplacent vers le nord.

Pour répondre à l'initiative française, l'Italie déploie une flotte militaire au large de la Libye. Dans ce pays, ancienne colonie italienne où les intérêts économiques transalpins restent importants et les services de contre-espionnage très actifs, Rome multiplie sans états d'âme les contacts avec les chefs locaux, des groupes armés, voire avec les trafiquants eux-mêmes, pour faire cesser les départs de bateaux vers l'Europe, au risque de renforcer ou même de légitimer certaines milices proches du crime organisé. La tendance est très nette : sur les huit premiers mois de 2017, le nombre de passages de Libye vers l'Italie a diminué d'environ 20 % par rapport à 2016. Le nombre de traversées en juillet 2017 représentait la moitié de ce qu'il était en juillet 2016 et, en août, 20 % de ce qu'il était un an plus tôt. C'est une bonne nouvelle pour les décideurs politiques de l'Union européenne (UE), en particulier les responsables italiens qui ont cherché désespérément à freiner les flux migratoires en provenance de Libye.

Il est important de souligner que depuis 2017, le gouvernement italien a pris une série de mesures visant à réduire les flux en négociant avec les milices, les tribus et les autorités libyennes. Les négociations avec les milices se sont intensifiées après les élections locales tenues en mai dernier, qui ont marqué une défaite pour le Parti démocrate (PD) dans de nombreuses municipalités. Selon le mécanisme d'asile actuel, les municipalités sont les plus exposées à la redistribution des migrants. Selon ce récit, plus l'État dépense pour les demandeurs d'asile, moins il dépense pour aider les Italiens sans emploi. Un sondage Ipsos a montré que 70% des Italiens sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'immigration en provenance de Libye est trop élevée et a dégradé le service public. Le nombre moyen de demandeurs d'asile en Italie au cours des trois dernières années est de 170 000 personnes par an, soit un demandeur d'asile pour 353 citoyens italiens. Ceci est cohérent avec la moyenne européenne. Sur le

plan financier, les dépenses liées à l'asile pour 2017 devraient atteindre 4,6 milliards d'euros, soit environ 0,3 % du PIB. C'est le quart de ce que l'Allemagne dépense en termes absolus et un cinquième de ce que la Suède dépense par rapport au PIB⁴.

En effet, si le gouvernement italien assure que la principale raison de la spectaculaire diminution des sauvetages est l'équipement – sur fonds européens – des garde-côtes libyens à la fin du printemps, ainsi que la mise au pas des ONG humanitaires accusées, par leur présence en mer, de constituer un appel d'air pour les candidats à l'émigration, chacun voit bien que l'explication de ce phénomène est à chercher du côté de la Libye. Selon le journal *Le Monde*, l'Italie a promis de verser 5 millions d'euros par trimestre à la milice Ahmed Dabbashi à Sabratha – cité côtière de la Tripolitaine (ouest) devenue ces dernières années la principale plate-forme de départs de migrants vers l'île italienne de Lampedusa, distante d'à peine 300 kilomètres – pour contrecarrer le passage des passeurs et des migrants. Toutefois le gouvernement italien insiste sur le fait qu'il a seulement donné de l'aide au gouvernement soutenu par l'ONU à Tripoli ou au conseil de Sabratha, mais pas directement aux milices. Outre l'aspect moral douteux de cette politique, l'accord secret entre Rome et la milice d'Ahmed Al-Dabbashi a été la principale cause d'une guerre de trois semaines (17 septembre-6 octobre) entre le Bataillon 48 dirigé par Ahmed Al-Dabbashi⁵ et la Chambre des opérations anti-Daech, majoritairement

4. Stefano M. Torelli, « Italy's U-turn on migration : Polls come first », *E CFR*, 11 octobre 2017.

http://www.ecfr.eu/article/commentary_italys_u_turn_on_migration_polls_come_first

5. Le Bataillon 48 a été créé en début d'année 2017 pour donner une couverture officielle légitime à Ahmed Dabbashi dans la perspective d'un futur accord migratoire avec les Italiens, ce dernier étant finalement entré en vigueur six mois plus tard. Officiellement rattaché au ministère de la Défense du gouvernement de Faïez Sarraj à Tripoli, le Bataillon 48 s'est vu confier la tâche de lutter contre la contrebande locale d'essence et une zone d'intervention située à l'ouest de Sabratha. Comme par hasard, cette aire est le fief d'Ahmed Dabbashi qui assumait également, un peu plus à l'ouest, la sécurité du complexe gazier de Mellitah, copropriété de la compagnie italienne ENI. Pour savoir plus voir, Frédéric Bobin, « Les combats à Sabratha vont-ils bouleverser les équilibres politiques en Libye ? », *Le Monde*, 29 septembre 2017.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/29/les-combats-a-sabratha-vont-ils-bouleverser-les-equilibres-politico-militaires-en-libye_5193625_3212.html#divDwvleuJqEFEVUy.99

composée de cadres de l'ancien régime ayant fait défection en 2011. Les affrontements ont été remportés par la Chambre des opérations anti-Daech et la milice d'Ahmed Al-Dabbashi avec laquelle l'Italie s'était alliée pour arrêter le flot des migrants a été vaincue et a perdu le contrôle de la ville. Parmi la coalition armée qui a chassé Dabbashi se trouvait une force d'appui : la brigade al-Wadi de tendance salafiste issue de l'école madkhaliste⁶. Après les affrontements de Sabratha, près de 15 000 migrants, principalement d'Afrique subsaharienne, ont été retrouvés et emmenés dans des centres de détention officiels dans la région de Tripoli. Dans le pays, ils seraient plusieurs centaines de milliers à attendre l'opportunité de traverser la Méditerranée.

La bataille de Sabratha est juste un autre épisode de la lutte des milices armées en lice pour le pouvoir et l'influence. Non seulement la compétition pour le pouvoir s'est dès lors déroulée en-dehors de tout cadre politique institutionnel, mais le contrôle direct du terrain et des ressources qui s'y trouvent est aussi devenu un enjeu crucial. En outre, cette bataille montre de plus en plus aux milices qu'elles doivent faire partie des structures de gouvernance locales pour fournir une couverture et un soutien politique à leurs projets et à leurs affaires, y compris la traite avec des conséquences catastrophiques à court terme et d'énormes implications pour la stabilité à long terme. Enfin, si la stratégie de l'Italie a donné un coup de pied dans la fourmilière des réseaux de trafic d'êtres humains, elle n'a pas fait disparaître le phénomène⁷. L'Italie pourrait même avoir déstabilisé un peu plus le pays. Rome s'est rendue complice de groupes qui allaient bénéficier de moyens accrus en matière d'armement et d'influence : des millions ont été alloués et déboursés aux milices, leur donnant effectivement un pouvoir, c'est-à-dire

6. Le courant madkhaliste-salafistes « quiétistes » se réclamant de l'école du théologien saoudien Rabia Ben Hadi Al-Madkhali, qui prêche, outre l'application rigoureuse de la charia, la loyauté aux régimes en place -, qui faisait partie de la coalition militaire anti EI et a profité de cette guerre pour s'imposer comme la force la plus présente à Syrte. Pour en savoir plus voir « Biographie de Cheikh Rabi' Ibn Hadi Al Madkhali », Rabee.net, August 1, 2012, <http://www.3ilmchar3i.net/article-biographie-de-cheikh-rabi-ibn-hadi-al-madkhali-110174180.html>

7. Mathieu Galtier, « En Libye, le trafic de migrants va reprendre comme avant », *Le temps*, 5 novembre 2017. https://www.letemps.ch/monde/2017/11/05/libye-traffic-migrants-va-reprendre?utm_source=twitter&utm_medium=share&utm_campaign=article

la capacité de fidéliser leurs membres et d'en attirer des milliers d'autres moyennant finance, pouvoir et statut. La sécurité en Libye doit être assurée par l'armée nationale et la police.

En somme et loin de faire preuve d'unité sur la voie à suivre, les États européens ont poursuivi des objectifs divergents, conséquence des ambiguïtés de gouvernements pris entre des logiques externes et internes, des intérêts géopolitiques contradictoires et d'un manque évident de solidarité européenne. Pour l'instant, l'espoir européen de voir une réponse unifiée au problème des réseaux et des passeurs de migrants vers l'Europe demeure vain.

La non-stabilisation intérieure du pays ne concerne pas uniquement la Libye ; elle a également des effets sur la sécurité européenne. Le grand défi consiste à penser ensemble la menace sécuritaire en ayant une stratégie commune. La notion de sécurité collective doit être partagée par les pays de la région. Plus que jamais, l'heure est à l'abandon des rivalités régionales, à l'engagement face à l'impact des organisations criminelles et terroristes capables d'influencer le cours des événements dans la région. Tripoli ne saurait seule « faire le point », assurer stratégiquement ses frontières méridionales. La perte de contrôle du sud du pays notamment reste un motif majeur de préoccupation pour des voisins comme l'Italie qui font face eux-mêmes au double défi d'une transition politique intérieure incertaine et de la déstabilisation d'un ensemble géopolitique plus vaste qui s'étend jusqu'à l'Afrique subsaharienne.

Il est donc nécessaire de tenter de coaliser toutes les énergies pour parvenir à une solution politique négociée entre les différentes factions libyennes. Il faut parler aux Libyens avec la langue qu'ils comprennent, avec leur propre logique, en prenant en considération les réalités du terrain et les dimensions des problèmes, pas dans une démarche occidentale ni dans le raisonnement de l'Ouest, et surtout pas dans le cadre de ses termes de référence. L'application des paradigmes, formules et modèles occidentaux serait contre-productive et aggraverait la situation déjà périlleuse et précaire. Les solutions électorales et les formules fondées sur la culture démocratique occidentale sont à éviter dans cette période. Essayer d'imposer une démocratie à « l'europpéenne » dans une société tribale traumatisée et déchirée, dont les plaies sont

encore béantes et saignantes, est une tâche vaine⁸. Elle discrédite les efforts déployés par la communauté internationale qui, seule, ne parviendra pas à résoudre le problème sans la participation et la coopération d'autres institutions et l'engagement des pays voisins, des organisations régionales et des intermédiaires à tous les niveaux. Celui de l'Europe est indispensable.

La Libye, aujourd'hui confrontée à l'arrivée croissante de migrants sub-sahariens, en est l'illustration. Cela démontre aussi qu'il convient désormais de ne pas penser la problématique migratoire méditerranéenne à la seule échelle du Bassin, mais tout en considérant que la lutte contre ce phénomène complexe ne serait possible que grâce à la convergence des efforts de toutes les parties prenantes, à savoir les Européens et les Africains. Celui-ci constitue en effet la source de milliers d'immigrés illégaux : leurs circonstances politiques, économiques et sociales déplorables dictent à ces personnes, cernées par la pauvreté, la maladie et les épidémies, la voie de l'émigration qui poussait ces immigrés à se diriger vers le nord. La mise en œuvre des plans de développement dans les pays pauvres permettrait d'améliorer les conditions sociales de vie de millions d'Africains qui souffrent de l'absence des plus simples moyens de mener une existence digne. Le soutien doit porter sur la mise en place de programmes de développement pérennes dans l'ensemble des secteurs socio-économiques, programmes qui permettront également de leur procurer les denrées et les services de base car les aides et les subventions simples et modestes offertes par certains pays européens de par le passé n'ont pas été utilisées à bon escient ; ceci est dû au fait que les pays africains bénéficiaires des aides européennes souffrent pour la plupart d'une instabilité politique qui s'ajoute à la corruption administrative et financière répandue dans ces pays. Ces obstacles sont devenus la pierre d'achoppement dans la réalisation de tout plan de développement dans ces sociétés car ces défis ont de fait grandement contribué à freiner l'ensemble des efforts régionaux et internationaux vers le changement souhaité : éliminer toutes les formes de retard dans le développement de nombreux pays africains.

8. Ines Eissa, « Mohamed El-Noqaly : Appliquer des méthodes occidentales en Libye serait pire que tout », *Al-Ahram Hebdo*, 25 novembre 2015. <http://hebdo.ahram.org.eg/NewsContent/1102/2/8/14427/Mohamed-ElNoqaly--Appliquer-des-m%C3%A9thodes-occidentales.aspx>

En guise de conclusion

Dans le contexte d'incurie sécuritaire et politique qui prévaut, le rôle de l'Europe est fondamental dans la stabilisation de la Libye. L'Europe ne doit pas sous-estimer le conflit libyen. Elle ne saurait le tenir pour secondaire car il est d'importance stratégique. Considérable est en effet le risque sécuritaire d'avoir à sa porte un État paria d'abord, une crise migratoire ensuite, enfin une menace terro-

riste dont Paris et Bruxelles ont déjà fait les frais lors d'attentats sanglants. Malheureusement, les pays européens pour l'instant ne parlent pas d'une supposée seule voix. En effet chaque pays et chaque compagnie pétrolière jouent sa carte pour ramasser de fabuleux profits ou en espérant conserver ses concessions ou ses privilèges. En Libye, c'est-à-dire dans son immédiat voisinage sud, l'Europe joue sa crédibilité et sa sécurité.◇

Dernières publications

- Benjamin Hautecouverture, « Pourquoi il faut renforcer les sanctions contre Pyongyang », note n° 20/2017, 6 décembre 2017
- Benjamin Hautecouverture, « Crise nucléaire nord-coréenne : que peut faire l'UE ? », note n° 19/2017, 15 novembre 2017
- Emmanuelle Maître, « Le couple franco-allemand et les questions nucléaires : vers un rapprochement ? », note n° 18/2017, 7 novembre 2017
- Monika Chansoria, « Indo-Japanese Strategic Partnership : Scope and Future Avenues », note n° 17/2017, 19 September 2017
- Antoine Vagneur-Jones, Can Kasapoglu, « Bridging the Gulf: Turkey's forward base in Qatar », note n° 16/2014, 11 August 2017
- Patrick Hébrard, « Pérennité du groupe aéronaval : enjeux stratégiques et industriels », note n° 15/2017, 10 août 2017
- Régis Genté, « Le jeu russe en Libye, élément du dialogue avec Washington », note n° 14/2017, 26 juillet 2017
- Antoine Vagneur-Jones, « Global Britain in the Gulf: Brexit and relations with the GCC », note n° 13/2017, 18 July 2017
- Stéphane Delory, Can Kasapoglu, « Thinking Twice about Iran's Missile Trends : the Threat is Real but Different than Predicted », note n° 12/2017, 29 June 2017
- Anne-Claire Courtois, « Le Burundi en crise : Pirates contre 'Vrais' Combattants », note n° 11/2017, 20 juin 2017
- Antoine Bondaz, « North Korea's capabilities and South Korea's dilemma » note n° 10/2017, 2 juin 2017
- Antoine Bondaz, « La réaction chinoise au déploiement du THAAD, illustration du dilemme sud-coréen », note n° 09/2017, 10 avril 2017
- Emmanuelle Maître, « A treaty banning nuclear weapons: diversion or breakthrough? », note n° 08/2017, 16 March 2017
- Antoine Vagneur-Jones, « War and opportunity: the Turkistan Islamic Party and the Syrian conflict », note n° 07/2017, 2 March 2017
- Bruno Tertrais, « La pérennisation de la composante océanique : enjeux et perspectives », note n° 06/2017, 28 février 2017
- Antoine Bondaz et Marc Julienne, « Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », note n° 05/2017, 24 février 2017
- Gérard Gerold et Thomas Sullivan, « République démocratique du Congo : une alternance pacifique est-elle encore possible ? », note n° 04/2017, 16 février 2017
- Valérie Niquet, « Le saut dans l'inconnu : quelles relations entre Pékin et Washington avec Donald Trump ? », note n° 03/2017, 6 février 2017

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

La Fondation pour la Recherche Stratégique est une fondation reconnue d'utilité publique. Centre de recherche indépendant, elle réalise des études pour les ministères et agences français, les institutions européennes, les organisations internationales et les entreprises. Elle contribue au débat stratégique en France et à l'étranger.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS